

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Numéro du marché : 21/1001538

POUVOIR ADJUDICATEUR

Ifremer
1625 Route de Sainte-Anne
CS 10070 29280 PLOUZANE

OBJET

Fourniture d'objets publicitaires pour la communication interne et externe de l'Ifremer

PROCEDURE

Procédure adaptée passée en application des articles Article R2123-1 à R2123-1 du Code de la commande publique

DATE et HEURE LIMITE DE REMISE DES OFFRES : 12 février 2021 à 12 h 00

SOMMAIRE

1. PRESENTATION DE L'IFREMER.....	3
2. OBJET ET CADRE DE LA CONSULTATION	3
2.1. Procédure	4
2.2. Allotissement.....	4
2.3. Modalités d'attribution	4
2.4. Variante libre entreprise	5
2.5. Délai de validité des offres	5
2.6. Modification de détail au dossier de consultation.....	5
2.7. Compléments à apporter au dossier de consultation.....	5
3. CONDITIONS RELATIVES AU CONTRAT	5
3.1. Forme du contrat.....	5
3.2. Durée du marché.....	5
3.3. Montant du marché	5
3.4. Cautionnement et Garanties exigées	6
3.5. Modalités financières.....	6
3.6. Conditions particulières d'exécution.....	6
4. CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION.....	6
5. PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	6
5.1. Document à produire au stade de la candidature	6
5.2. Document à produire au stade de l'offre.....	7
6. CRITERES DE JUGEMENT DES CANDIDATURES.....	8
7. CRITERE DE JUGEMENT DES OFFRES	8
7.1. Calcul de la note prix (à partir des montants en € HT du DQE).....	8
7.2. Calcul de la note développement durable	8
7.3. Calcul de la note technique	8
7.4. Calcul de la note finale	8
8. DOCUMENTS A FOURNIR PAR LE CANDIDAT RETENU	9
9. CONDITIONS DE REMISE DES OFFRES.....	9
10. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	10
11. CALENDRIER PREVISIONNEL	11

1. PRESENTATION DE L'IFREMER

Etablissement public à caractère industriel et commercial, l'Ifremer est placé sous la tutelle conjointe du Ministère de la Transition Écologique et Solidaire et de l'Énergie et du Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation.

Reconnu dans le monde entier comme l'un des tout premiers instituts en sciences et technologies marines, l'Ifremer s'inscrit dans une double perspective de développement durable et de science ouverte. Il mène des recherches, innove, produit des expertises pour protéger et restaurer l'océan, exploiter ses ressources de manière responsable, et partager les connaissances et les données marines afin de créer de nouvelles opportunités pour une croissance économique respectueuse du milieu marin.

Présents sur toutes les façades maritimes de l'hexagone et des outremer, nos laboratoires sont implantés sur une vingtaine de sites dans les trois grands océans : l'océan Indien, l'Atlantique et le Pacifique. Pour le compte de l'Etat, il opère la Flotte océanographique française au bénéfice de la communauté scientifique nationale. L'Ifremer conçoit ses propres engins et équipements de pointe pour explorer et observer l'océan, du littoral au grand large et des abysses à l'interface avec l'atmosphère.

- Ouverts sur la communauté scientifique internationale, ses 1500 chercheurs, ingénieurs et techniciens, répartis sur 30 sites géographiques en métropole et DOM-TOM, font progresser les connaissances sur l'une des dernières frontières inexplorées de notre planète ; ils contribuent à éclairer les politiques publiques et à l'innovation pour une économie bleue durable. Leur mission consiste aussi à sensibiliser le grand public aux enjeux maritimes.

Il mène une politique incitative en interne en matière de RSE.

Fondé en 1984, l'Ifremer est un établissement public à caractère industriel et commercial (EPIC), dont le budget avoisine 240 millions d'Euros. Il est placé sous la tutelle conjointe des ministères de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (MESRI), de la Transition écologique et solidaire (MTES), de l'Agriculture et de l'Alimentation (MAA).

2. OBJET ET CADRE DE LA CONSULTATION

Le présent accord cadre a pour objet la fourniture d'objets publicitaires pour la communication interne et externe de l'Ifremer.

Ces objets de liaisons entre l'Ifremer, ses personnels et ses publics (scientifiques, professionnels, grand public) seront utilisés dans plusieurs situations (ce n'est pas exhaustif) : événements de communication grand public (fête de la science, journée de l'Océan, nos propres événements), salons des métiers, colloques scientifiques en France et à l'international, habillage de vêtements qui signent les campagnes océanographiques sur les navires de la flotte, relations publiques pour les décideurs...

- En France : la communauté scientifique (dans le cadre de : colloques, campagnes à la mer, programmes de recherche, grands instruments d'analyse et d'exploration...), les décideurs, les

professionnels (pêcheurs, conchyliculteurs), le grand public, les élèves et étudiants, le jeune public, les associations de défense de la nature, les musées...

- En Europe et dans le monde : ses homologues, le citoyen du monde, qui s'intéressent à l'océan et aux sciences océaniques.

Pour cet ensemble de relations, l'Ifremer a besoin d'objets personnalisés pour :

- 1) Créer du lien avec les publics externes d'une part et générer un sentiment d'appartenance avec les équipes et les personnels en interne d'autre part.
- 2) Marteler des messages en désignant de nouveaux objets qui donnent du sens à son action, ses motivations : il ne s'agit pas simplement d'inscrire la marque (logo) sur l'objet mais de toujours donner du sens (faire parler l'Ifremer).

2.1. Procédure

Procédure adaptée passée en application des articles Article R2123-1 à R2123-1 du Code de la commande publique

2.2. Allotissement

Le présent marché est alloti en 3 lots.

Lot n° 1 Textiles

Lot n° 2 Papeterie

Lot n° 3 autres objet promotionnels

2.3. Modalités d'attribution

Le marché sera attribué :

- soit à une entreprise individuelle,
- soit à des entreprises groupées.

Les opérateurs économiques se constituent en groupement selon la forme qu'ils souhaitent, à savoir en groupement solidaire ou en groupement conjoint.

Pour les entreprises présentant leur offre sous forme de groupement :

- Un des prestataires sera désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire du groupement ;
- En cas de groupement conjoint, le mandataire est obligatoirement solidaire ;
- En cas de groupement solidaire, l'acte d'engagement est un document unique qui indique le montant total du marché et l'ensemble des prestations que les membres du groupement s'engagent solidairement à réaliser ;
- Les candidatures et les offres sont présentées soit par l'ensemble des opérateurs économiques groupés, soit par le mandataire s'il justifie des habilitations nécessaires pour représenter ces opérateurs économiques au stade de la passation du marché. Un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement ;
- Les offres sont signées soit par l'ensemble des entreprises groupées, soit par le mandataire s'il justifie des habilitations nécessaires pour représenter ces entreprises au stade de la passation du marché (copie des habilitations à nous fournir).

Possibilité de présenter pour le(s) marché(s) public(s) plusieurs offres en agissant à la fois :

- En qualité de soumissionnaires individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements :
- ou
- En qualité de membres de plusieurs groupements : oui

Si un soumissionnaire se voit attribuer plusieurs lots, les lots seront regroupés dans un seul marché et feront l'objet d'une mise au point.

2.4. Variante libre entreprise

Les variantes libres entreprises ne sont pas autorisées.

2.5. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 180 jours à compter de la date limite de remise des offres.

2.6. Modification de détail au dossier de consultation

L'Ifremer se réserve le droit d'apporter, au plus tard cinq (5) jours calendaires avant la date limite de remise des offres finales, des modifications de détail au dossier de consultation. La personne publique informera tous les candidats dans des conditions respectueuses du principe d'égalité.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition ci-dessus est applicable en fonction de la nouvelle date.

2.7. Compléments à apporter au dossier de consultation

Les candidats n'ont pas à apporter de complément au dossier de la consultation, néanmoins le candidat aura l'obligation de vérifier que ces documents ne contiennent pas d'erreurs, omissions ou contradictions qui sont normalement décelables par un professionnel. Dans ce cas, il devra obligatoirement annexer à son acte d'engagement un état faisant apparaître ces erreurs, omissions ou contradictions, et présentera, s'il y a lieu, une proposition complémentaire incluant le coût des prestations supplémentaires.

3. CONDITIONS RELATIVES AU CONTRAT

3.1. Forme du contrat

Le présent marché est un accord-cadre à bons de commandes en application des articles L2125-1 et R2162-3 du Code de la Commande Publique.

3.2. Durée du marché

Le présent accord-cadre est conclu pour une durée ferme de 4 ans :

☒ A compter de sa date de notification

3.3. Montant du marché

Les montants sont définis dans l'article 2 de l'Acte d'engagement.

3.4. Cautionnement et Garanties exigées

Le présent accord-cadre ne fait pas l'objet d'une retenue de garantie.

3.5. Modalités financières

L'offre sera établie aux conditions économiques du mois **de remise des offres**

3.6. Conditions particulières d'exécution

Sans objet

4. CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le pouvoir adjudicateur fournira gratuitement au candidat le dossier de consultation comprenant :

- Le présent règlement de la consultation (RC),
- L'acte d'engagement (AE) et son annexe financière éventuelle,
- Le Bordereau des prix unitaires (BPU) et le devis quantitatif et estimatif (DQE) ;
- Le cahier des clauses particulières (CCP) et les annexes associées ;

Ce dossier est disponible sur <https://www.marches-publics.gouv.fr>

5. PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les candidatures et les offres des concurrents seront entièrement rédigées en **langue française** et exprimées en **EURO**. Si les offres des concurrents sont rédigées dans une autre langue, l'acte d'engagement doit à minima être obligatoirement transmis en français.

5.1. Document à produire au stade de la candidature

En application des dispositions de l'article R2143-4 du Code de la Commande Publique, le candidat peut présenter sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME) en lieu et place des documents mentionnés ci-après.

Retrouver le service permettant de remplir le DUME à l'adresse suivante :

- le "Service DUME" mis à disposition par l'Etat via <https://dume.chorus-pro.gouv.fr> ;
- le service mis à disposition par la Commission européenne : <https://ec.europa.eu/tools/espdl>.

Le candidat devra néanmoins fournir toutes les informations et justificatifs demandés ci-dessous permettant d'apprécier qu'il dispose de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles nécessaires à l'exécution du marché.

Le candidat remet à l'appui de sa candidature, les documents suivants :

1°) Le formulaire DC1 (Lettre de candidature) disponible à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

2°) Le formulaire DC2 comportant notamment son chiffre d'affaires global (ne remplir que pour les exercices pour lesquels ce renseignement est demandé par l'acheteur), la part du chiffre d'affaires concernant les fournitures, services, ou travaux objet du marché, la présentation de la société avec

l'implantation et l'organisation générale des services, la présentation de ses salariés (effectifs, qualification, formation, les profils des intervenants), la présentation des moyens mis en œuvre pour répondre à la présente consultation, les références (liste des principaux clients). Le DC2 est téléchargeable à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

3°) Les attestations et déclarations ci-dessous :

- L'attestation permettant de justifier la qualité du signataire ou délégation de pouvoir identifiant le signataire par la personne habilitée à engager la société ;
- La déclaration sur l'honneur ci-joint à signer (voir annexe 1 au présent règlement de la consultation) ;
- La déclaration sur l'honneur par laquelle le candidat s'engage à respecter et mettre en œuvre toutes les mesures liées au règlement général sur la protection des données (règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016).

NOTA : En application de l'article R2144-2 du Code de la Commande Publique, l'Ifremer se réserve la possibilité de demander aux candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai approprié et identique pour tous.

Conformément aux dispositions de l'article R2143-13 du Code de la Commande Publique, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que l'acheteur public peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figure dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques ou financières, une entreprise peut présenter sa candidature en groupement avec d'autres entreprises (personnes morales ou entreprises individuelles) ou recourir à la sous-traitance.

L'appréciation des capacités professionnelles, techniques et financières des membres du groupement est globale ; il n'est pas exigé que chaque entreprise ait la totalité des compétences requises pour l'exécution du marché.

Néanmoins, dans ce cas, chaque entreprise constituant le groupement devra fournir l'ensemble des documents et renseignements relatifs à la candidature demandée dans l'avis de publicité et le présent règlement de consultation. Il en est de même en cas de sous-traitance.

5.2. Document à produire au stade de l'offre

L'acte d'engagement n'a plus à être demandé signé dès le dépôt de l'offre. Seul le soumissionnaire informé que son offre est retenue est tenu de la signer. Toutefois, afin de raccourcir les délais de traitement, le pouvoir adjudicateur incite les soumissionnaires à signer leur offre dès le dépôt du pli.

Un projet de marché comprenant :

- L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes : à compléter par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être titulaires du contrat,
- Le catalogue public ou à défaut le bordereau des prix unitaires (BPU)
- Un mémoire technique complété (reprenant les éléments développés à l'article 7.2 et 7.3 du RC)
- Le devis quantitatif estimatif (DQE),

6. CRITERES DE JUGEMENT DES CANDIDATURES

Les critères de sélection des candidatures sont les suivants :

- Capacités professionnelles : références, effectifs et moyens mis en œuvre pour assurer la prestation. Au moins 2 références clients sur le même type de prestation ;
- Capacités techniques : moyens techniques mis en œuvre pour assurer la prestation.
- Capacités financières : chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires relatif à des prestations similaires à l'objet du marché, réalisées au cours des trois derniers exercices.

7. CRITERE DE JUGEMENT DES OFFRES

L'Ifremer retiendra pour chaque lot l'offre en fonction des critères pondérés définis ci-après :

- Le critère prix 50 %
- Le critère développement durable 30 %
- Le critère valeur technique 20 %

Chaque critère sera noté sur 20 puis pondéré.

7.1. Calcul de la note prix (à partir des montants en € HT du DQE)

La note prix globale notée (NP) est calculée à partir du montant en € HT indiqué par le soumissionnaire dans le DQE.

La note maximale de 20 est attribuée au candidat qui présente le montant total le moins élevé. Les notes des autres candidats sont attribuées selon la formule indiquée ci-dessous :

$NP = 20 \times (\text{prix de l'offre la plus basse} / \text{prix de l'offre examinée})$

7.2. Calcul de la note développement durable

La note développement durable (NDD) est notée sur 20. Elle est calculée sur la base du mémoire technique réalisé par le candidat :

- Ecolabels
- Cycle de vie,
- Certifications (ISO 14001 et ISO 20400)

7.3. Calcul de la note technique

La note technique (NT) est notée sur 20. Elle est calculée sur la base du mémoire technique réalisé par le candidat :

- Moyens techniques à disposition
- Offre internet (catalogue et possibilité de cde en ligne)
- Catalogue public ou à défaut le BPU
- Suivi du marché (statistiques)
- Organisation du transport, type de conditionnement
- SAV, Description de la procédure de détection et de gestion des anomalies

7.4. Calcul de la note finale

$NF = 0,50 NP + 0,30 NDD + 0,20 NT$

Le marché est attribué au candidat qui obtient la meilleure note finale (NF) sous réserve d'être à jour de ses cotisations fiscales et sociales.

8. DOCUMENTS A FOURNIR PAR LE CANDIDAT RETENU

Afin de pouvoir notifier le marché, il sera demandé au candidat retenu de transmettre les certificats et attestations mentionnées ci-dessous.

- 1) Liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation,
- 2) Attestation de vigilance (6 mois),
- 3) Attestation de régularité fiscale,
- 4) Attestations d'assurances civile et professionnelle.

Pour chaque cotraitant et/ou sous-traitant présenté dans l'offre, le candidat retenu devra joindre également ces certificats ou les déclarations.

9. CONDITIONS DE REMISE DES OFFRES

Les offres papier sont interdites.

Le candidat doit transmettre **SON OFFRE PAR VOIE DEMATERIALISEE SUR LE SITE DE LA PLATEFORME DES ACHATS DE L'ETAT « PLACE » ET LES RESULTATS DE LA NUMERISATION TEST (XLM et PDF)**

Le candidat doit se rendre sur le site Internet :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/>

Cette plate-forme de dématérialisation permet de :

- Télécharger le dossier de consultation des entreprises, objet de la mise en concurrence, en acceptant les conditions d'accès et d'utilisation de la plate-forme (prérequis techniques, ...)
- Poser des questions au pouvoir adjudicateur sur le dossier de consultation avant la remise des offres,
- Répondre par voie électronique à la consultation.

Après le dépôt du pli sur la plate-forme, un message indique au candidat que l'opération de dépôt du pli a été réalisée avec succès, puis un accusé de réception lui est adressé par courrier électronique (sur la boîte mail de l'utilisateur inscrit) donnant à son dépôt une date et une heure certaines, la date et l'heure de fin de réception faisant référence.

L'absence de message de confirmation de bonne réception ou d'accusé de réception électronique signifie que la réponse n'est pas parvenue à l'acheteur. L'opérateur économique doit s'assurer que les messages envoyés par la plateforme ne sont pas traités comme des courriels indésirables ou des spams.

Présentation des dossiers et format des fichiers.

Les formats acceptés sont les suivants : .PDF, .doc, .xls, .ppt, .odt, .ods, .odp, ainsi que les formats d'image .jpg, .png et de documents .html.

Le candidat ne doit pas utiliser de code actif dans sa réponse, tels que :

Formats exécutables, .exe, .com, .scr, etc. ; Macros ; ActiveX, Applets, scripts, etc.

Pour le test de numérisation, le document de test sera uniquement au format XML et PDF.

Horodatage

Les plis transmis par voie électronique sont horodatés. Tout dossier dont le dépôt se termine après la date et l'heure limite est considéré comme hors délai. La durée du téléchargement est fonction du débit de l'accès Internet du candidat et de la taille des documents à transmettre. Par exemple, en disposant d'une bande passante effective de 128 kbps, une minute est nécessaire pour télécharger un fichier de 1 Mo.

Antivirus

Les candidats doivent s'assurer que les fichiers transmis ne comportent pas de virus. La réception de tout fichier contenant un virus entraînera l'irrecevabilité de l'offre. Si un virus est détecté, le pli sera considéré comme n'ayant jamais été reçu et les candidats en sont avertis grâce aux renseignements saisis lors de leur identification.

Copie de sauvegarde autorisée

Conformément à l'article R. 2132-11 du Code de la Commande Publique, le candidat qui envoie son offre par voie électronique peut également transmettre une copie de sauvegarde sur support physique électronique (CD-ROM, DVS-ROM, clé USB....) ou sur support papier (support physique électronique non admis).

Cette copie de sauvegarde doit parvenir à l'Ifremer à date limite de remise des offres indiquées dans la publicité et en page de garde du présent règlement de la consultation.

Cette copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible : « copie de sauvegarde » AINSI que les mentions indiquées dans l'encadré ci-dessous.

La copie de sauvegarde doit être envoyée à l'adresse suivante :

Par courrier recommandé avec A.R. à :
Ifremer
DAJF/Cellule Marchés
1625 route Sainte-Anne
CS10070
29280 PLOUZANE

La copie de sauvegarde, parvenue dans les délais de remise des offres, sera ouverte si la candidature ou l'offre transmise par voie électronique :

- Contient un programme informatique malveillant (ou « virus ») ;
- Est réceptionnée hors délai, si l'acheteur dispose d'éléments tangibles montrant que le pli a commencé à être transmis avant l'échéance de fermeture de la remise des plis et si la copie de sauvegarde est, elle, parvenue dans les délais ;
- N'a pas pu être ouverte par l'acheteur.

10. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Le candidat doit obligatoirement poser sa question sur la plateforme de dématérialisation.

Contact pour tous renseignements:

<https://www.marches-publics.gouv.fr/>

11. CALENDRIER PREVISIONNEL

- Date d'envoi de l'avis de marché : 08/01/21
- Réception des offres : 12/02/2021
- Information des candidats : mars 2021
- Début des prestations : avril 2021